



Orléans, le 27 janvier 2010

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### L'éducation en danger. Ça suffit comme ça !

**De la maternelle à l'enseignement supérieur, aucun secteur de l'éducation publique n'est épargné par la politique libérale du gouvernement, qui programme la pénurie et organise les dysfonctionnements pour mieux justifier l'ouverture au privé.**

La crise économique provoquée par cette même politique libérale a bon dos, elle permet à Nicolas Sarkozy de justifier la suppression massive des postes de fonctionnaires, déjà engagée depuis plusieurs années.

L'éducation nationale paiera encore un lourd tribut à la rentrée 2010 puisque 16000 suppressions de postes sont programmées. Il ne s'agit pas que d'économies, cela permettra d'instaurer un système où les jeunes les plus démunis seront condamnés aux formations courtes alors que les jeunes issues des classes les plus aisées auront accès à l'enseignement supérieur par le biais de grandes écoles ou de l'enseignement privé, une orientation par l'argent où « l'élite » pourra se reproduire.

Dans le primaire, la suppression des RASED fragilise les enfants qui ont le plus besoin d'aide, et la création des jardins d'éveil prépare à moyen terme la suppression de la maternelle.

La réforme de la voie professionnelle supprime un an de formation au bac professionnel et réduit encore le contenu des enseignements ; les fermetures de sections sous statut scolaire vont obliger les jeunes à se tourner vers l'apprentissage, mais, en période de crise, quelle entreprise leur signera un contrat ? Peu importe, l'État se désengage de ses missions, tout en transférant les charges financières aux régions.

C'est maintenant au tour du lycée général et technologique de subir sa réforme libérale. Elle permettra de supprimer encore plus de postes et aura pour effet de surcharger les classes. C'est le tri social à l'entrée et pendant le cursus au lycée qui est organisé, en réservant uniquement aux jeunes les plus performants les études longues dans l'enseignement supérieur.

Pour que cela passe mieux, la méthode est la même du primaire au lycée : on propose aux élèves des heures d'accompagnement personnalisé qui n'auront en réalité de « personnalisé » que le nom !

Pour l'enseignement supérieur, le désengagement financier de l'État orchestré par la loi LRU va provoquer la mise en concurrence des établissements qui accentuera encore les inégalités, tandis que le secteur privé est aujourd'hui ouvertement privilégié par le gouvernement (financements accrus, plus de postes aux concours du privé etc.).

Quant à la formation des enseignants, cerise sur le gâteau, si le niveau d'accès à la profession d'enseignant augmente en théorie, elle sera en réalité vidée de toute formation professionnelle digne de ce nom. En décrétant que le métier d'enseignant ne s'apprend pas, le gouvernement laisse entendre qu'à condition de justifier d'un diplôme universitaire tout le monde peut enseigner. En route vers la précarisation, et un enseignement au rabais pour les élèves !

**Le PG-45 dénonce ces « contre-réformes » et apporte son soutien aux organisations syndicales et aux enseignants en lutte pour la défense du service public d'éducation. Il appelle la population à participer massivement à la manifestation pour la défense de l'Éducation nationale le 30 janvier à Paris. L'éducation et la formation des jeunes ne sont pas une charge pour la nation mais un investissement pour l'avenir.**

**Pour nous contacter :**

Karin Fischer : [commission.education@lepartidegauche45.com](mailto:commission.education@lepartidegauche45.com)  
[coordination.dept@lepartidegauche45.com](mailto:coordination.dept@lepartidegauche45.com)  
[contact.presse@lepartidegauche45.com](mailto:contact.presse@lepartidegauche45.com)